

RWANDA

MÊME LES RELIGIEUSES
ET LES PRÊTRES
S'ENTRE-TUENT

Reportage au bout de l'enfer

Combien de morts exactement ? 250 000 ? 500 000 ?

Jean-François Dupaquier est allé à la rencontre des rescapés tutsi : récits hallucinants, à la limite de l'insoutenable. Et si le pire était encore à venir : car de l'autre côté, au Burundi, une même catastrophe raciste menace à la fois les Hutu et les Tutsi !

De notre envoyé spécial

Tharcisse Sinizi, 31 ans, ne tremble pas, ne pleure pas, ne manifeste aucune émotion. Ce chercheur à l'université de Butare, la grande ville du sud du Rwanda, vient d'arriver avec un petit groupe de réfugiés tutsi au camp de Bunyari. Dernière étape pour sauver sa vie, la traversée du lac Cohoha qui marque la frontière avec le Burundi : « Quand les milices ont commencé à tuer les Tutsi, nous avons décidé de nous mettre à l'abri. Avec ma femme et notre bébé de 16 mois, nous avons pu quitter Butare

pour rejoindre mon père à la campagne. Mais les militaires sont revenus une semaine plus tard depuis Cikongoro en ratisant les collines. Nous avons fui. Nous étions au nombre de 3 280, les vieux, les parents, les enfants mélangés, avec près de 2 000 vaches. Tout le monde se sauvait. Mais nous avons décidé de nous regrouper.

« Ainsi, nous avons réussi à résister encore une semaine aux milices Interahamwe ("Ceux qui attaquent ensemble") armées de machettes, de lances et d'arcs. Elles étaient aidées par quelques militaires, trois ou quatre, qui nous tiraient dessus. Le 22 avril, elles ont été rejointes par une ving-

taine d'autres soldats avec leuses. Alors, nous avons couru vers le Burundi : nous étions de 2 000 à faire bloc, venus de Rusatira, Nyazu, Muhira, I Rwanda, avec quelques per kongoro. Les gens tombaient balles. Nous n'avions que jeter. J'ai vu des femmes abandonner leurs enfants épuisés pour survivre. C'était la panique. A un moment, nous sommes cachés dans les milices y ont mis le feu. C'est ma femme et mon bébé sont morts. Nous avons réussi à disperser notre



Petit lexique du malheur

La région de Kirundo, dans le nord-est du Burundi, à la frontière du Rwanda, est un concentré des malheurs des deux pays, de la violence, du racisme et de la haine. Dans un quadrilatère de 20 kilomètres de côté, on compte 350 000 réfugiés, déplacés, rapatriés ou sinistrés, représentant la grande majorité de la population, dans vingt-huit camps.

LES RÉFUGIÉS. Ce sont des Rwandais, Tutsi rescapés du génocide déclenché par la garde présidentielle (hutu) et les milices Interahamwe, après l'attentat contre le président Juvénal Habyarimana, le 6 avril dernier. Environ 40 000 Tutsi rwandais ont trouvé refuge dans la province burundaise de Kirundo. Un nombre encore indéterminé de réfugiés rwandais hutu commencent à affluer à leur tour, fuyant l'avancée du Front patriotique rwandais (FPR), à dominante tutsi.

LES DÉPLACÉS. Ce sont des Burundais, essentiellement tutsi, mais aussi des Twa (Pygmées) et parfois des Hutu, qui se sont regroupés pour résister aux massacres commis par des extrémistes hutu voulant venger l'assassinat du président hutu Melchior Ndadaye, tué par des soldats tutsi le 21 octobre dernier.

LES RAPATRIÉS. Ce sont des Burundais hutu qui ont fui au Rwanda après la reprise en main du pays par l'armée (essentiellement tutsi). Au total, quelque 260 000 Hutu burundais avaient trouvé refuge au Rwanda. Quelques-uns d'entre eux ont participé au génocide des Tutsi rwandais. Mais 200 000 ont préféré rentrer au Burundi où la plupart s'entassaient dans de nouveaux camps, sous la surveillance étroite de l'armée qui leur a confisqué haches et machettes....

LES SINISTRÉS. Ce sont des Burundais qui se sont cachés dans les collines pendant les massacres et les répressions d'octobre à décembre 1993. Leurs maisons ont souvent été détruites, leurs biens volés. Eux aussi sont largement tributaires de l'aide du Programme alimentaire mondial (PAM), de Médecins sans frontières, de Care, de Christian Relief Service, de la Croix-Rouge et de quelques autres ONG également coordonnées par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR)...



PHOTO ERIC GIRARD

Dans l'église de Rukara, au Rwanda, Tutsi massacrés par les militaires.

terminer les gens à coups de machette. Finalement, nous étions environ 400 à la frontière de la Kanyaru. Mais beaucoup sont encore tombés sous les balles. A la faveur de la nuit, les neuf qui savaient nager ont traversé pour trouver des piroguiers burundais. Nous les avons payés avec ce qui nous restait, des souliers, des vestes, des pagnes, un peu d'argent. Sur les 3 280 du départ, nous voici seulement 118. Tous les autres sont morts.»

L'homme retient son chagrin. Le paysage qui encadre sa douleur apparaît d'une beauté presque obscène, avec ses douces collines, ses bosquets de bananiers et le

miroitement du lac Cohoha. Les bâches données aux réfugiés par le HCR forment une immense tache bleue sous le soleil. D'autres réfugiés écoutent le récit, veulent apporter leur témoignage. Autant de confidences comme portées par la Bête de l'abîme, cette figure de l'Apocalypse qui annonce la fin des temps et qui secoue le Rwanda d'une fureur raciale exterminatrice depuis un mois et demi.

Ildephonse Sekamwari, 39 ans, était enseignant dans la commune Ngenda. «On ne peut pas trouver de mots pour dire ce qui se passe. Les milices massacrent non seulement tous les Tutsi, mais aussi les

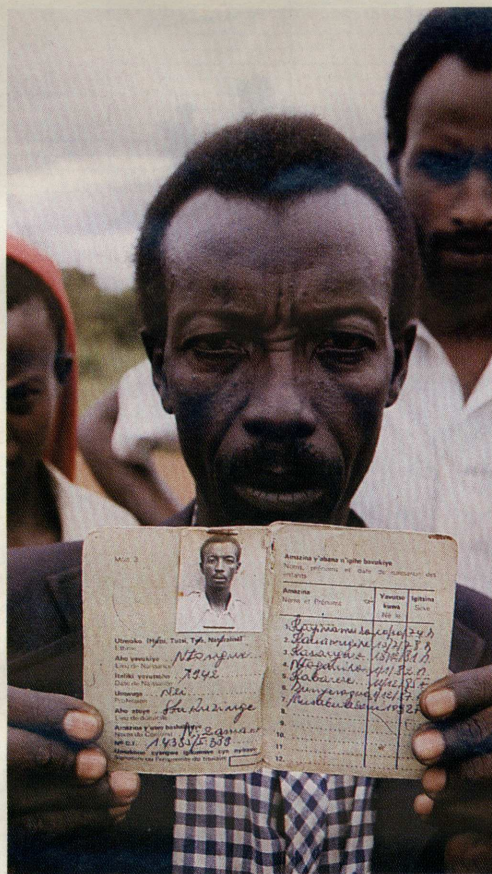
Hutu qui ont un lien de parenté avec eux. Elles veulent que le pays ne comporte plus qu'une seule race.»

Impossible de pénétrer au Rwanda depuis le Burundi. Dès le no man's land qui sépare les deux postes frontières, des soldats rwandais, titubant de bière, braquent leurs fusils d'assaut sur le véhicule de la Croix-Rouge. De rares incursions possibles sur la route de Rusumo, près de la Tanzanie, permettent cependant de confirmer l'horreur absolue : cadavres agglutinés aux bords des routes, accrochés aux moindres branches dans les rivières ou pourrissant dans les cases éventrées, parfois dévorés ►

► par les chiens errants. Même spectacle dans les marécages de la rivière Kanyaru, au nord du Burundi, où les corps gonflés se cachent sous les papyrus géants. De même dans les zones libérées par le Front patriotique rwandais, où les restes des suppliciés, déjà réduits à l'état de squelettes, parsèment les campagnes. Au Rwanda, les tueurs ne se préoccupent pas d'enterrer les morts.

Marie-Béatrice Murekatete, 29 ans, était secrétaire dans la commune de Gashora. Véritable miraculée, elle raconte en tremblant : « Tout a commencé le 12 avril. Les autorités communales et les militaires ont incité les paysans à tuer les Tutsi. Ils frappaient avec des machettes et des gourdins jusqu'à ce que les gens meurent. La plupart des Tutsi ont couru vers le bâtiment communal, croyant y trouver la protection des autorités. Les militaires sont venus et ont jeté des grenades dans la foule. Les milices ont fini le travail. Il y avait une montagne de cadavres. Dans notre colline, ils sont venus avec des listes. On entrainait dans les cases des Tutsi, on les faisait monter dans une voiture pour aller les tuer plus loin. Mon mari s'est enfui. Je n'ai pas pu me sauver car mes petits auraient pleuré dans les broussailles et on nous aurait rattrapés. J'ai réussi à confier mes trois enfants à un voisin hutu avant que le camion vienne me prendre. Nous étions environ 50 dans la benne. Arrivés dans la forêt, les militaires nous ont fait descendre un par un, en disant aux miliciens hutu de nous tuer. J'ai reçu des coups de gourdin, j'ai perdu connaissance, et ils ont cru que j'étais morte. Après leur départ, j'ai pu me dégager du tas de corps et, la nuit, j'ai rencontré par hasard des personnes qui fuyaient et elles m'ont indiqué la route du Burundi. Avant que j'embarque dans le camion, j'ai entendu qu'ils avaient découvert mon mari et qu'ils le tuaient à coups de lance. Je n'ai pas de nouvelles de mes enfants mais je suis presque certaine qu'ils sont morts, car les Hutu qui cachent des Tutsi ont été menacés par le gouvernement. »

Tous les récits des rescapés se ressemblent dans la description d'une mécanique précise, planifiée depuis longtemps, mise en œuvre aussitôt après l'attentat du 6 avril qui a coûté la vie au dictateur hutu du Rwanda. « On ne saura jamais combien de gens sont déjà morts. Compte tenu du nombre de Tutsi (environ 800 000) qui vivaient dans ce pays et de ceux qui ont trouvé refuge au Burundi, en Tanzanie et au Rwanda, il n'est pas irréaliste d'estimer les victimes entre 250 000 et 500 000, plutôt vers ce deuxième chiffre », dit un représentant du HCR.



Un réfugié rwandais montre sa carte d'identité qui mentionne la « race » hutu, tutsi, Twa (pygmées) ou naturalisé.

Les massacres ont commencé à grande échelle dès le 6 avril, quelques heures après l'explosion de l'avion du président Juvénal Habyarimana. Il revenait d'une réunion des chefs d'Etat de toute la région en compagnie du président du Burundi, Cyprien Ntaryamira, lorsque leur appareil a été atteint par des roquettes au-dessus de l'aéroport de Kigali. Ils venaient juste de signer des accords définitifs à Arusha, ga-

rantissant la paix et le partage du pouvoir entre Hutu et Tutsi dans leurs deux pays. Tout laisse à penser que l'attentat fut l'œuvre de la

garde présidentielle, fer de lance du régime tribaliste hutu du Rwanda. Mais celle-ci en a aussitôt fait porter la responsabilité sur les adversaires du régime : pêle-mêle, les Belges de la mission des Nations unies chargée de contrôler le cessez-le-feu entre les forces de l'armée rwandaise et le Front patriotique, les Hutu membres des partis d'opposition, et surtout les « Inyenzi » (littéralement : « les cancrelats »), le sobriquet dont les extrémistes hutu affublaient tous les Tutsi, que l'on appelle également « les complices » (NDLR : complices du mouvement rebelle FPR).

Antoine Kiroha, 46 ans, a perdu sa femme et deux enfants dans le carnage : « A Buhira, les tueurs sont arrivés le 12 et

le 13 avril. C'étaient les milices Interahamwe venues du Bugesera, les hommes de l'ancien parti unique, le Mouvement national révolutionnaire pour le développement (MNRD). Les militaires disaient aux Hutu qu'ils les tueraient eux-mêmes s'ils ne s'occupaient pas de tuer les Tutsi. Ils appellent cela « travailler ». Il y avait dans le village une femme enceinte, on lui a ouvert le ventre alors qu'elle était encore vivante, en criant que même les bébés tutsi étaient des complices. Sur la route, ils ont dressé des barrages non pas avec des arbres, mais avec des monceaux de cadavres. »

Dès octobre 1990, un plan d'extermination définitive des Tutsi est déjà au point.

L'histoire du Rwanda est jalonnée de massacres de Tutsi. C'est un premier génocide qui, entre 1959 et 1962, a préparé l'instauration d'une république hutu alors inféodée à l'ex-colonisateur belge. Tuerie et exodes massifs ont vite réduit de moitié le poids des Tutsi dans la population (environ 20 % du total à l'époque coloniale, moins de 10 % ces dernières années selon le régime). Mais, à chaque difficulté sérieuse, le gouvernement du Parti hutu puis du MNRD trouvait là un bouc émissaire facile : nouvelles tueries en 1964, puis en 1973, et surtout en octobre 1990, après l'apparition d'un mouvement rebelle armé à dominante tutsi, issu des réfugiés de la deuxième génération en Ouganda, le Front patriotique rwandais.

A cette date, un plan d'extermination définitive des Tutsi était déjà au point. Seule la pression des pays occidentaux, principaux fournisseurs en devises du pays, permit de stopper rafles et tueries. Au grand dam des intégristes hutu, qui se sont largement rattrapés ces dernières semaines.

Evariste Senyumba, 36 ans, cultivateur, tente de soigner ses pieds meurtris. Il a marché et rampé pendant trois nuits pour arriver à la frontière. Sa femme fut massacrée sous ses yeux avec leurs six enfants dès le 7 avril, dans la commune de Ngenda, au sud de Kigali. « On a été surpris par des militaires accompagnés de paysans qui portaient des machettes et des pilons. Ils criaient qu'ils voulaient massacrer tous les Tutsi dans le Rwanda. Et cela émane des autorités. Ce ne sont pas les simples paysans qui ont inventé cela. D'ailleurs, à la radio des Mille collines (1), ils disaient : « Un bon Tutsi est un Tutsi mort. » Les militaires encadrent les paysans mais se servent de leurs armes seulement pour tirer sur ceux qui essaient de s'échapper. »

Evariste Senyumba poursuit : « Ils sont



Le camp de rapatriés hutu de Gataré, au nord de Burundi.

arrivés vers 6 heures et demie du matin, j'étais tout près de la maison. Ils n'ont pas eu de mal à trouver ma femme, qui était cachée un peu plus loin. Ils lui ont coupé les bras et les jambes à la machette en la laissant agoniser. Les enfants aussi. Les tueurs disaient entre eux : "Il faut poursuivre toute personne de race tutsi jusqu'à ce qu'ils soient tous exterminés." Ce sont des membres de la milice Interahamwe. Pour repérer les Tutsi, s'ils ne les connaissent pas personnellement, ils regardent s'ils ont l'allure tutsi. Et s'ils hésitent parce que la personne ressemble plus ou moins à un Hutu, ils demandent à voir les cartes d'identité, puisque la race est incluse là-dedans.»

Evariste arrive tout juste de la frontière avec quelques autres fuyards pris en charge par des militaires burundais. Il est supposé attendre un enregistrement en bonne et due forme au camp de Muhuzu. C'est un endroit désolé, tout près du Rwanda, où, des broussailles, surgissent une petite église, les ruines de quelques maisons et les bâtiments d'une vieille école qui accueille à présent des femmes et des enfants malades. Il y a là 500 personnes démunies de tout, affamées. Un camion arrive enfin avec, tout au fond, quelques sacs de maïs. «Pour trois jours», prévient le chauffeur. Devant l'afflux des réfugiés, les organisations caritatives installées au Burundi ne peuvent plus distribuer que 300 grammes de maïs ou de haricots par personne et par

jour. «Ils n'ont pas assez de protéines, pas assez de calories, les enfants souffrent de malnutrition», observe Elodie Martel, une Québécoise qui dirige l'équipe de l'association humanitaire Care à Kirundo. Son assistant, Bernard Muntwarasipo, 26 ans, résume par sa seule histoire toute la folie qui travaille les cœurs dans la région.

**Rescapés de l'enfer,
ceux qui arrivent
au Burundi ne trouvent
qu'un port de l'angoisse.**

Comptable, ce Tutsi rwandais était employé dans son pays comme logisticien par l'organisation Médecins sans frontières-France. Il aidait MSF dans les camps de réfugiés de Burundais hutu au Rwanda. Mais il a dû fuir son propre pays pour ne pas tomber sous les coups des tueurs de l'Interahamwe. Le voici à son tour réfugié au Burundi ! «C'était le 12 avril vers 15 heures. On avait commencé à massacrer les gens sur les collines environnantes. Lorsque j'ai vu qu'ils s'apprêtaient à attaquer le local de MSF, j'ai pris la fuite à pied. Toute ma famille résidait à Butare, je viens d'apprendre qu'il n'y a aucun survivant.»

Au moins Bernard a-t-il pu aussitôt se rendre utile pour aider à soulager les misères des quelque 50 000 Tutsi du Rwanda qui s'entassent dans des camps improvisés au Burundi.

Jean Nicolas, du Catholic Relief Service, est responsable de la distribution de nourriture dans toute la province de Kirundo. Il erre au milieu d'un hangar presque vide en attendant la prochaine livraison du Programme alimentaire mondial, et désigne un petit tas de caissettes de haricots dans un coin : «Je ne peux même plus les distribuer. Il y en a si peu que cela déclencherait une émeute.»

Un souci secondaire, pourtant, aux yeux des réfugiés, presque étonnés d'être encore en vie. Léonard Gakwaya, 50 ans, a vu sa femme et ses dix enfants tués le 9 avril dans la commune de Ngenda : «On tue même les femmes tutsi qui avaient des maris hutu, même les bébés d'une semaine, même les vieux déjà à l'agonie, même les malades. Ils n'ont pitié de personne, ils disent : "Nous devons exterminer les gens qui ne sont pas de notre parti." Avant de passer la frontière, beaucoup parmi nous sont morts. Ils employaient des chiens pour débusquer les Tutsi, comme on chasse les lièvres ou les animaux sauvages. Tous ceux qui ont eu la folie de se réfugier dans les églises ou les cathédrales ont été liquidés.»

Pourtant, tous ces rescapés de l'enfer qui croyaient trouver au Burundi le salut découvrent un port de l'angoisse : sur des dizaines de kilomètres, une campagne vide de ses habitants, des cases systématiquement détruites, des cafés abandonnés aux mauvaises herbes et des plants de ha-



PHOTO PETERSON / GAMMA

Plus de 300 000 Rwandais se sont réfugiés en Tanzanie.

► ricots non récoltés, héritage des massacres interethniques qui ont ensanglanté le pays au mois d'octobre dernier et qui menacent de reprendre à tout moment.

Le Burundi, aussi petit que le Rwanda, est traditionnellement le pays frère ennemi, mais aussi le frère jumeau, cultivant d'une façon plus subtile les mêmes problèmes ethniques. Ici, des Tutsi tout aussi intégristes que les Hutu rêvent de liquider l'autre ethnie. Et réciproquement.

Depuis l'indépendance, c'est un pouvoir tutsi minoritaire qui s'y est consolidé après avoir également renversé la monarchie, dans une histoire émaillée d'émeutes paysannes et de répressions sauvages conduites par une armée presque exclusivement tutsi. Comme au Rwanda, c'est au moment où la paix semblait à portée de main que tout s'est déglingué. En juin dernier, au terme des premières élections démocratiques depuis l'indépendance — et à la surprise générale —, le pays s'était donné son premier président... hutu, Melchior Ndadaye. Pas pour longtemps : le 21 octobre, il était assassiné par un groupe de militaires putschistes. La rage des extrémistes hutu du Burundi s'est alors donné libre cours : quelque 50 000 Tutsi, hommes, femmes et enfants, ont été exterminés un peu partout, et notamment dans la région nord du Burundi, limitrophe du Rwanda. On a vu un directeur d'école enfermer ses élèves tutsi dans une classe et y mettre le feu. Inouï : dans un couvent, des religieuses catholiques hutu ont poignardé les sœurs tutsi. Des prêtres se sont entre-tués (des drames qui ont obligé le cardinal

Etchégaray à venir remettre de l'ordre dans l'Eglise du Burundi).

Déjà, la haine raciste avait atteint un degré d'horreur jamais connu. Et la répression de l'armée a entraîné à peu près autant de morts chez les Hutu. Depuis lors, un précaire équilibre de la terreur divise une population qui, autrefois, vivait en bonne intelligence et qui découvre les pièges de l'épuration ethnique, de l'apartheid abolis ailleurs...

Rapatriés hutu, déplacés tutsi, fuyitifs rwandais : les sinistrés sont de toutes les ethnies.

Bugabira est un petit centre de négoce agricole, à l'intersection de deux ou trois pistes qui se perdent vers les derniers lacs du Nord. Les paysans tutsi s'y sont regroupés sous des bâches du HCR, ou dans des bidonvilles de tôles ondulées arrachées aux toits de cases à proximité, lorsque des Hutu s'en sont pris à eux, au mois d'octobre 1993. Après la fuite de ces derniers au Rwanda, les Tutsi ont à leur tour méthodiquement saccagé leurs cases au point qu'elles n'apparaissent plus, parfois, que comme des monticules informes. Mais, dans cette région du Bugesera (un royaume que les souverains du Burundi et du Rwanda se sont partagé au début du XIX^e siècle), c'est la violence qui est, à tout moment, à fleur de terre.

C'est là qu'en 1973 des Hutu du Burundi, rescapés de la terrible épuration eth-

nique menée par « leurs » Tutsi en 1973, lancèrent, depuis le Rwanda, des incursions sanglantes au Burundi. Et, en 1990, à moins d'une dizaine de kilomètres à l'ouest, des Hutu des deux communes de Ntega et de Marangara engagèrent à leur tour une chasse frénétique aux Tutsi. La répression exterminatrice de l'armée causa la mort d'au moins 15 000 hommes, femmes et enfants, les autres Hutu ne trouvant leur salut que dans une fuite éperdue vers le Rwanda tout proche.

Terre de malheur, le Bugesera ne cesse de compter les morts, les flux et les reflux de population : rapatriés hutu, déplacés tutsi, réfugiés rwandais et sinistrés de toutes les ethnies (voir encadré p. 33). Amnisties, réconciliations de façade, visites de ministres et de gouverneurs, accueils des rapatriés en fanfare, cadeaux et remise d'impôts n'ont pas effacé les blessures collectives. D'autant que la dictature hutu de feu Juvénal Habyarimana avait sans vergogne soufflé sur les braises de la haine raciale au Burundi, appelant ouvertement les Hutu à se débarrasser des Tutsi, leur ouvrant généreusement des camps au Rwanda où pouvait s'exercer la propagande éradicatrice du plus extrémiste des partis hutu du Burundi, le Palipehutu (Parti pour la libération du peuple hutu). La généralité du régime de Kigali en armes destinées aux intégristes hutu du Burundi a même donné naissance à un commerce clandestin à prix de braderie : au marabout de Marembo, une minuscule commune à la frontière du Rwanda, une grenade soviétique négociait encore récemment 200 F burundais (4 F français), un fusil d'assaut kalachnikov de 30 000 à 60 000 F burundais (de 600 à 1 200 F français), un revolver de 9 mm entre 40 et 60 dollars.

« La crise qui secoue le Rwanda peut s'importer chez nous », observe tristement Philippe Njoni, 41 ans, gouverneur de la province de Kirundo, qui s'épuise à pacifier les esprits. Refluant devant la terreur au Rwanda, quelque 200 000 réfugiés hutu burundais qui y campaient depuis octobre 1993 reviennent au pays, la peur au ventre. Longeant le lac Rweru, certains sont massacrés ou rançonnés par les chasseurs Twa (pygmées), alliés des Tutsi. Plus de 20 000 d'entre eux s'entassent dans le bourg de Gatara, accrochant leurs bâches à ce village fantôme aux carcasses de maisons pillées. D'autres ont installé un camp de fortune à Ruhehe, à un jet de pierre de Bugabira, sur une colline que jouxte un camp de déplacés tutsi. L'angoisse se lit sur les visages. Ici, les Tutsi ont jeté des pierres à leur arrivée, ils les auraient même vraisemblablement massacrés sans la protection des militaires burundais. Ils leur font aujourd'hui payer 200 F le droit de remplir un jerrican d'eau à la fontaine publique, et certains rapatriés ont disparu

alors qu'ils étaient partis chercher du bois pour la cuisine. « Nous venons du camp de Burenge, au Rwanda. Nos maisons étaient sur la colline Kiyonza, à une demi-heure de marche, raconte Amiel, le responsable du camp. Mais, ici, les Tutsi ne veulent pas que nous rentrions chez nous. Ils nous obligent à rester là où il n'y a pas d'eau et où nous avons peur. » Ces quelque 2 650 Hutu visités par Médecins sans frontières et par Care ne se font aucune illusion sur leurs chances de survie en cas de nouveaux troubles ethniques au Burundi. Ils sont les otages d'une population tutsi exaspérée par les massacres d'octobre, auxquels se sont ajoutées vingt et une incursions opérées par les Hutu burundais à partir du Rwanda et avec l'aide de gendarmes rwandais !

Jean est un de ces rapatriés hutu qui s'entassent dans le camp de Gatere. Originaire de Burasasi, à 11 kilomètres de là, il a retrouvé sa maison démolie et ses champs pillés. « Ce sont les déplacés qui sont restés dans le pays qui ont fait tout ça. Ils ont volé toutes les tôles. Ici, on ne peut pas quitter le camp, on ne peut pas se déplacer même d'un kilomètre, sinon on risque d'être tué. » Il raconte que, en venant à pied depuis la frontière du Rwanda, plusieurs de ses compagnons ont été assassinés par les Pygmées et les Tutsi. « On a volé tout ce que nous possédions, même les bâches que le HCR nous avait données au Rwanda, les couvertures, et tout ce qu'on avait pour manger. On ne nous a même pas laissé une machette pour couper le bois, alors que, eux, ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent, et l'armée est toujours tutsi ! »

« Eux », ce sont les Tutsi et les Pygmées déplacés par la guerre civile d'octobre, qui ont installé un autre village de fortune à moins de 1 kilomètre de là, sous la protection d'un autre petit détachement de soldats. Ils sont terrorisés par le retour des Hutu. Au passage du délégué du HCR, ils brandissent le poing, ne comprenant pas que les rapatriés hutu bénéficient de l'aide des organisations non gouvernementales alors qu'eux-mêmes trouvent difficilement de quoi manger. Philippe Njoni, le gouverneur de Kirundo, réussit à visiter toutes les communes plusieurs fois par semaine pour tenter de rétablir le dialogue : « Depuis tous ces crimes qui se sont perpétrés dans notre pays, que ce soit en 1972, en 1988 ou en 1993, les gens préfèrent se faire justice eux-mêmes. Les plus innocents, les plus faibles, deviennent des victimes. »

Ahmedou Ould Abdallah, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Burundi, a reçu pour mission de remettre sur pied un gouvernement civil, après la tentative de coup d'Etat d'octobre. De tenter de réconcilier les extrêmes. Comme le gouverneur de Kirundo, il déplore la démission

de l'institution judiciaire. Comment se fait-il que, dans ce pays, depuis si longtemps, aucun Hutu n'ait jamais été jugé pour le meurtre d'un Tutsi, aucun Tutsi jugé pour avoir tué un Hutu, alors que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont disparu de mort violente au cours des trente dernières années ? « Chaque ethnie croit jouer son destin. Ce n'est pas du domaine de la logique mais de l'irrationnel. Et elle pense que toute concession serait suicidaire. Ajoutez les activistes, qui soufflent sur l'intégrisme ethnique. Ils considèrent que ceux qui ne s'alignent pas sur leurs positions sont traîtres à leur ethnie », conclut Ahmedou Ould Abdallah.

A Bujumbura, capitale du Burundi, le problème numéro un est le désarmement des civils.

Le tribalisme pathologique s'exprime surtout dans la capitale du Burundi, Bujumbura. « Les élites prennent la population en otage, affirme Jean Bosco Daradangwa, porte-parole du ministère de la Défense et numéro deux de l'armée. Ils en font l'objet d'un match pour confisquer le pouvoir à leur seul profit. Et d'autres tentent de la même façon de prendre l'armée en otage de leurs calculs. »

Les extrémistes hutu comme les intégristes tutsi expriment presque ouvertement leur haine réciproque dans les journaux, qui se sont multipliés avec le multipartisme. On est effaré par les articles incendiaires des uns et des autres. Résultat : depuis les événements d'octobre, une véritable épuration ethnique a créé un système d'apartheid entre les différents quartiers de la capitale et le désarmement des civils est devenu le problème numéro un.

Par quel miracle le Burundi a-t-il jusqu'à présent évité de tomber dans le chaos sanglant du syndrome rwandais ? Paradoxe : alors que l'armée semblait définitivement disqualifiée après l'assassinat du président Ndadaye, elle tente de se réformer en profondeur, réussissant à retrouver une certaine neutralité, à empêcher le choc des ethnies. « Sans l'armée, et quelles que soient ses imperfections, le Burundi serait déjà à feu et à sang », remarque le colonel Jean Bosco Daradangwa.

Depuis la mort violente de Cyprien Ntaryamira dans l'avion du dictateur rwandais, le Burundi se cherche un nouveau président. Ce sera le troisième chef de l'Etat burundais en moins d'un an. Il n'y a plus d'Etat au Rwanda. Mais y a-t-il encore un Etat au Burundi ?

Jean-François DUPAQUIER

(1) La radio des extrémistes hutu, protégée par le régime de Kigali.

Spectacle Europe 2 / M6

HIGELIN

du 11 OCT

AU 14 NOV

Vente exclusive FNAC

3615 Libé

CIRQUE d'HIVER

Europe2

DCP

Incidence - Agit